

LES DÉPENSES DE L'ÉTAT POUR LA CONSOMMATION DE
L'ÉLECTRICITÉ

Question n° 3094—**M. Beatty**:

Au cours de chacune des cinq dernières années, combien le gouvernement a-t-il payé pour la consommation d'énergie électrique?

(Le document est déposé.)

* * *

[Traduction]

QUESTIONS MARQUÉES D'UN ASTÉRISQUE

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, auriez-vous l'obligeance d'appeler les questions n°s 2871 et 2946, marquées d'un astérisque?

Je demande, monsieur l'Orateur, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

*LES CRÉDITS AFFECTÉS À LA SÉCURITÉ

Question n° 2871—**M. Clark (Rocky Mountain)**:

1. Du 31 mars 1974 au 31 mars 1975, quelle somme a-t-on consacré à la sécurité et à des activités connexes et quel est le numéro de chacun des crédits des prévisions budgétaires autorisant une telle dépense?

2. Du 31 mars 1975 au 31 mars 1976, quelle somme a-t-on allouée pour la sécurité et des activités connexes et quel est le numéro de chacun des crédits des prévisions budgétaires autorisant une telle dépense?

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, il n'est pas considéré d'intérêt public de fournir des renseignements détaillés sur les mesures de sécurité.

*REVENU NATIONAL—LE CENTRE D'INFORMATIQUE DE
WINNIPEG

Question n° 2946—**M. McKenzie**:

1. Le ministère du Revenu national envisage-t-il d'installer un centre d'informatique à Winnipeg et, dans l'affirmative, le Ministère ou celui des Travaux publics achètera-t-il ou louera-t-il un immeuble?

2. Songe-t-on à l'immeuble C.A.E. d'Air Canada sis 570, chemin Ferry, et, dans l'affirmative, sera-t-il acheté ou loué?

3. Si le ministère du Revenu national occupe l'immeuble, faudra-t-il le rénover et, dans l'affirmative, a) quel en sera le coût et b) qui l'acquittera?

4. Combien d'années le ministère du Revenu national ou celui des Travaux publics louera-t-il l'immeuble sis 570, chemin Ferry?

5. L'un des ministères a-t-il fait un appel d'offres pour la location ou l'achat de cet immeuble et, dans l'affirmative, a) qui a présenté des offres et de quel montant et b) le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

6. Quels sont les propriétaires de l'immeuble sis 570, chemin Ferry?

7. Le vol à basse altitude, au-dessus de l'immeuble, des avions qui atterrissent aura-t-il un effet sur le fonctionnement de l'ordinateur?

8. Envisage-t-on d'installer d'autres centres d'informatique et, dans l'affirmative, dans quelles villes?

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, les ministères du Revenu national et des Travaux publics m'informent comme suit: 1. Le ministère du Revenu national ouvrira à Winnipeg, un centre régional de traitement des données et y utilisera un ordinateur de petite taille. Le ministère des Travaux publics louera un immeuble à cette fin.

2. L'immeuble CAE d'Air Canada sera loué pour loger le centre des données fiscales du Revenu national.

3. a) Le coût estimatif des services aux locataires est de \$1,760,000. b) Le ministère du Revenu national acquittera le coût de ces services.

Enquêtes sur les coalitions—Loi

4. Le ministère des Travaux publics louera l'immeuble CAE pour trois ans. Le bail comportera trois options d'une année aux mêmes modalités.

5. a) Travaux publics Canada a fait un appel d'offres en vue de louer environ 100,000 pieds carrés d'espace d'un immeuble existant. Une seule offre a été reçue et elle provenait de Metropolitan Estates Properties Corporation. Elle a été rejetée, car elle ne répondait pas aux conditions des documents d'appel d'offres qui exigeaient des locaux dans un immeuble existant. b) Vu le manque de temps, des appels d'offres en vue de la location de locaux dans des immeubles existants ont été lancés et la soumission la plus basse a été celle reçue pour le logement à l'immeuble CAE sis au 570, chemin Ferry.

6. CAE Aircraft Limited, Aéroport international de Winnipeg, B.P. 1700, est propriétaire de l'immeuble sis au 570, chemin Ferry. Le ministère des Transports loue à la CAE Airport Limited l'emplacement où se trouve situé l'immeuble en question.

7. Non.

8. D'autres centres régionaux d'informatique sont en projet, mais aucune autre ville n'a encore été choisie.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR LES
COALITIONS

MESURE MODIFICATIVE PORTANT SUR LES DÉFINITIONS, LES
POUVOIRS DES ENQUÊTEURS, LES INFRACTIONS

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 15 octobre, du bill C-2 tendant à modifier la loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la loi sur les banques et à abroger la loi modifiant la loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel, dont le comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques a fait rapport avec des propositions d'amendement.

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, j'appuie évidemment les amendements présentés à la Chambre par le député de Nickel Belt (M. Rodriguez). Le débat d'hier m'a vivement intéressé, surtout l'intervention du député de Mississauga (M. Abbott). Il semblait très préoccupé par les effets provoqués par les amendements présentés à la Chambre et par l'ingérence manifeste sur le marché canadien. En réalité, cela le tracassait tellement qu'il a dit que non seulement ces amendements étaient des bêtises mais encore du blablabla. Il n'y est pas allé de main morte, monsieur l'Orateur.

Je sais que le député de Nickel Belt perd facilement son calme de temps en temps . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Abbott: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur adjoint: Le député de Mississauga (M. Abbott) a la parole pour un rappel au Règlement.

M. Abbott: Je tiens à préciser que ce n'est pas l'amendement que j'ai qualifié de blablabla, mais les propos du député de Nickel Belt (M. Rodriguez).